

African  
Union



**M. Agostinho Moisés**

Chef du Département du Suivi et l'Évaluation

**Guinée Bissau**

*Atelier Continental MAEP-DESA de Renforcement des Capacités sur*

*les Examens Nationaux Volontaires en vue du FPHN 2023 et l'appropriation de l'Agenda 2063*

15-17 Mars 2023 – Durban

**Towards Universal  
Accession by 2023**

African Peer Review Mechanism (APRM)  
[www.aprm-au.org](http://www.aprm-au.org)  
@APRMOrg



# Plan de Presentation

- I. Contexte géographique et démographique
- Priorités nationales
- I. Secteurs de croissance
- II. Évaluation des progrès vers la réalisation des ODD
- III. Financement du développement



# Contexte géographique et démographique



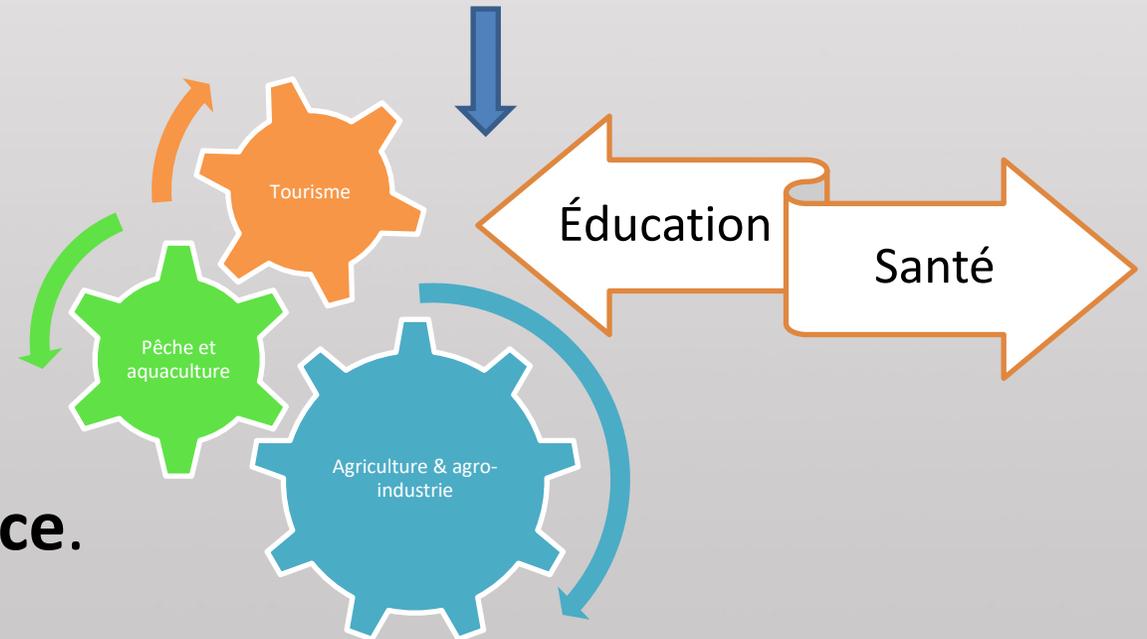
- La République de Guinée-Bissau est un petit État insulaire en développement (PEID)
- Population : environ 1,9 million d'habitants
- Superficie : 36 125 km<sup>2</sup>, avec un littoral de plus de 350 km
- Une population jeune, les 15-35 ans représentant environ 35% de la population totale
- Femmes : 51,6 % de la population
- Taux de croissance annuel de la population: 2,4%, avec quadruplement de la population d'ici 2040
- L'espérance de vie à la naissance est de 58 ans, légèrement inférieure à la moyenne Africaine de 61 ans.

# Priorités nationales

Mieux reconstruire après la pandémie du COVID-19, tout en faisant progresser la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

- Paix
- Bonne gouvernance
- Respect de la biodiversité
- Capital naturel
- Infrastructures
- Développement humain
- **Secteurs d'activité et de croissance.**

Le Gouvernement a identifié certains secteurs comme moteurs de croissance pour le développement économique:



# Évaluation des progrès vers la réalisation des ODD

- Lacunes dans la disponibilité et la qualité des données permettant de suivre les progrès accomplis vis-à-vis des objectifs, cibles et indicateurs.
- Par exemple, seuls 27,9% des indicateurs nécessaires au suivi des ODD dans une perspective de genre étaient disponibles jusqu'en décembre 2020.



# Principales réformes pour l'amélioration de la gestion en eau et énergie

## Eau et Énergie

### Progrès

- En 2014, la proportion de la population ayant accès à une eau de qualité était de 75 % (MICS5). Cette proportion est tombée à 66,8% en 2018-2019, avec l'introduction de tests de qualité de l'eau dans les ménages. Ces tests ont montré que la concentration d'E. coli au niveau national était de 81,7 %, alors qu'elle était plus élevée dans les ménages résidents en milieu rural (83,5 %) que dans les ménages urbains (78,4 %).
- Il y a une évolution positive du taux de distribution de l'énergie produite, malgré la baisse enregistrée en 2016 au taux de 68% contre un exposant maximum de 77% en 2017.
- De 2015 à 2018, il y a eu des fluctuations dans la distribution de l'énergie dans tout le pays. Les 74 % enregistrés en 2018 laissent espérer que l'objectif de 80 % d'ici 2025

### Opportunité

Dans le cadre du projet énergétique de l'Organisation pour la valorisation du bassin du fleuve Gambie (OMVG), les travaux de lancement de la ligne d'interconnexion de 225 kV sur une longueur de 218 km et de la construction de 4 postes de haute et moyenne tension (HT et MT) sont en cours dans les 4 pays (Guinée-Bissau, Sénégal, Gambie et Guinée).

# Infrastructure et développement urbain

## ODD 9: Industrie, innovation et infrastructure

### Progrès

- La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière au PIB est passée de 64,5 dollars par habitant en 2015 à 71,8 dollars en 2018, pour ensuite retomber à 70,7 dollars en 2019
- En 2017-2018, 5,3% de l'emploi total relevait des activités de transformation, avec 5,2% pour les hommes et 5,4% pour les femmes.
- Montant de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres contributions du secteur public) allouée aux infrastructures a évolué d'environ 3 millions de dollars par an en 2015-2016 à 14 millions de dollars en 2017, puis a bondi à 47 millions de dollars en 2018 pour retomber à 20 millions de dollars en 2019.
- Élaboration du programme national de décentralisation (2015) et du plan de développement régional, DEL 2018-2020.

### Défis et domaines de travail futurs

#### Défis

- Faiblesse de l'infrastructure industrielle et utilisation limitée des nouvelles technologies d'infrastructure.
- Absence de préservation de l'infrastructure industrielle et institutionnelle.
- Faible accès aux voies et infrastructures de communication.
- Absence de législation pour la construction de complexes d'habitation.
- Absence d'application de la loi sur l'urbanisme.

#### Domaines de travail futurs

- Augmenter l'infrastructure industrielle.
- Mettre en œuvre le plan d'aménagement du territoire et de développement urbain.
- Élaborer une législation pour la construction et l'établissement de logements et des industries.
- Créer un centre d'infrastructure technologique.

# Leçons Appris

## Processus

### Bonnes Pratiques

- Système statistique national en matière de collecte et de production de données permettant une meilleure évaluation des progrès des ODD être renforcé.
- Bureaux d'études et de planification sectorielles Renforcé;
- Un plan d'action pour accélérer la mise en œuvre des ODD été mise en place.
- La mobilisation publique et la participation au processus de développement (**Consultations Nationales**);
- Augmenter les infrastructures énergétiques et promouvoir l'agriculture durable

### Leçons

- Elaboration d'un mécanisme de de ressources pour une reprise durable et resilient pos la COVID-19.
- Dynamisation de Cadre-Despositif de Suivi et Evaluation PND.
- es réformes économiques et sociales sont nécessaires pour un développement durable et surmonter les défis.

# Le financement du développement

- La mobilisation des fonds nationaux devra donc être renforcée afin de répondre à toute la portée du plan de développement national, avec le soutien des partenaires et donateurs internationaux.
- Le Gouvernement a élaboré **un cadre de financement national intégré (CFNI)**, outil essentiel à la mise en œuvre du Programme d'Action d'Addis-Abeba adopté en 2015.
- Le **CFNI** renforcera les liens entre la planification, le financement et la mise en œuvre des priorités nationales de développement.
- Le **CFNI** créera les conditions nécessaires à la mobilisation de sources de financement nouvelles et innovantes, tant privées que publiques.



# Partenariats et communication pour le développement

- Renforcement des partenariats et de l'efficacité de l'aide, y compris la promotion de l'intégration régionale et de la politique étrangère;
- Communication claire sur les intentions politiques et les mesures visant à protéger les personnes vulnérables;
- Bâtir un soutien social autour des réformes et des compromis difficiles et émergents;
- Formation et transfert d'expertise par le biais de ressources humaines qualifiées afin d'assurer la durabilité des interventions.



Muito Obrigado  
pela atenção!